

Les entreprises de droit privé de la Province de Liège : un panorama financier

Par Didier Van Caillie, Directeur du Centre d'Etude de la Performance des Entreprises, HEC Ecole de Gestion de l'Université de Liège

L'analyse que nous réalisons pour compte de la CCI de Liège/Verviers vise à dresser un panorama du comportement financier des entreprises ayant adopté une forme juridique de droit privé et dont le siège social est établi au sein de la Province de Liège. Elle part de l'analyse des états financiers déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique à l'un ou l'autre moment au cours de la période 1997-2006, tels que diffusés sur le CD Rom Update 117 produit par BVD Electronic Publishing.

Ce panorama exclut donc de son périmètre les entreprises dites « publiques pures », telles que le CHU de Liège, le CHR de la Citadelle, l'Université de Liège (pour autant plus importantes en termes d'emplois générés et de valeur ajoutée que l'ensemble des entreprises étudiées), mais conduit à constater simultanément la présence de 3 entreprises publiques ayant adopté une forme juridique de droit privé parmi les plus gros employeurs de la Province (le TEC Liège-Verviers avec 1 739 emplois temps plein, la Société Wallonne des Eaux avec 1 469 emplois et l'Intercommunale des Personnes Agées de Liège et Environs avec 971 emplois). Simultanément, deux sociétés d'interim (Laurenty & Henri Lemaître Interim) se retrouvent parmi les plus gros employeurs de notre analyse, car leur siège social est localisé en Province de Liège et car l'ensemble de l'emploi généré par ces sociétés leur est imputé, ... même si cet emploi est généré en fait à Bruxelles ou Ostende. De même, des sociétés telles que Continental Benelux voient leurs résultats économiques et financiers imputés à leur siège social situé en Province de Liège, alors que ces sociétés ont fermé en tout ou en partie leurs sièges d'exploitation situés dans la Province.

Nonobstant ces remarques liées à la pertinence de l'outil statistique disponible, nous pouvons effectuer les constats suivants, en réalisant 4 photos successives à 3 ans d'intervalle du comportement financier des entreprises privées de la Province (photos réalisées à fin 1997, fin 2000, fin 2003 et fin 2007) :

- Fin 2006, 127 entreprises occupent plus de 100 personnes, sur un total de 19 927 entreprises réellement actives à fin 2006 : les grandes entreprises représentent donc à peine 0.6 % du tissu économique de la Province. Les moyennes entreprises (50 à 100 personnes) sont au nombre de 190 (soit 1 % du tissu économique de la Province), les petites entreprises (de 20 à 50 personnes) sont au nombre de 691 (soit 3.46 %). Nous constatons par ailleurs 1 042 entreprises occupant entre 10 et 20 personnes, 1 638 entreprises occupant entre 5 et 10 personnes et donc 16 238 entreprises occupant moins de 5 personnes (soit 81.5 % des entreprises actives).
- Simultanément, fin 2006, 8 025 entreprises restent par ailleurs enregistrées, mais sans aucune activité économique (soit 28.70 % des 27 952 entreprises enregistrées comme actives en Province de Liège à fin 2006, qu'elles aient ou non exercés une activité économique en 2006).
- Notons qu'au cours de la période 1997-2006, 7 082 entreprises ont disparu du paysage économique liégeois (soit 20.21 de l'ensemble des entreprises qui ont été recensées à un moment ou l'autre de la période étudiée).
- Le nombre d'entreprises réellement actives s'élève à 11 906 fin 1997, à 14 968 à fin 2000 (soit une hausse de 25.7 % en 3 ans), à 17 962 à fin 2003 (soit une hausse de 20 % en 3 ans) et à 19 927 entreprises à fin 2006 (soit une hausse de seulement 10.9 % au cours des 3 dernières années, signe d'un essoufflement significatif de l'esprit d'entreprise ?). Entre fin 1997 et fin 2006, le nombre d'entreprises actives a donc augmenté de plus de 67 % (soit un

peu moins de 5.5 % de croissance annuelle, ayant chuté à 3.5 % au cours des 3 dernières années).

- Les entreprises enregistrées à fin 2006 en Province de Liège le sont à concurrence de 15 751 unités dans l'Arrondissement de Liège (56.35 %), 7 814 unités dans l'Arrondissement de Verviers (27.96 %), 2 614 unités dans l'Arrondissement de Huy et 1 773 unités dans l'Arrondissement de Waremme.
- En termes de secteurs d'activités, relevons que 9 206 entreprises sont actives dans le secteur du commerce (soit 32.93 % du tissu économique provincial, sachant que le secteur du commerce de détail absorbe à lui seul 12 % de l'activité économique de la Province), 6 577 dans le secteur du service aux entreprises (soit 23.52 % du tissu économique provincial), 3 066 dans le secteur de la construction (soit 10.96 % du tissu économique provincial). Au niveau industriel, l'industrie de base voit fonctionner 1 035 entreprises (soit 3.70 % du tissu économique provincial) et l'industrie de transformation voit la présence de 1 531 entreprises (soit 5.47 % du tissu économique provincial, dont 573 entreprises dans l'industrie du travail des métaux et 280 entreprises dans l'industrie de l'édition et de l'imprimerie).
- Si l'on analyse les secteurs dans lesquels les disparitions d'entreprises ont été les plus fréquentes durant les 9 dernières années, on constate la prédominance (à parts quasi égales) des secteurs de la construction (848 disparitions, soit 11.97 % des disparitions), du commerce de détail (841 disparitions, soit 11.87 % des disparitions), de l'HORECA (725 disparitions, soit 10.23 % des disparitions) et du commerce de gros (721 disparitions).
- Au plan financier, les entreprises actives à fin 2006 détiennent :
 - un actif total de 35,998 Mia EUR, contre 20,280 Mia EUR à fin 1997 (soit une hausse de 77.50 % en 9 ans),
 - des fonds propres de 17,513 Mia EUR, contre 9,179 Mia EUR à fin 1997 (soit une hausse de 90.79 % en 9 ans),
 - des actifs immobilisés (donc un outil de production) valorisés à 18,190 Mia EUR, contre 11,440 Mia EUR à fin 1997 (soit une hausse de 59 % en 9 ans),
 - des actifs incorporels valorisés à 665 Mio EUR, contre 367 Mio EUR à fin 1997 (soit une hausse de 81.20 % en 9 ans), mais en baisse de plus de 10 % par rapport à fin 2003 !
 - un emploi total de 111 807, contre 88 643 emplois temps plein totaux pour les entreprises actives à fin 1997 (soit une hausse de seulement 26.13 % en 9 ans) ; de ce fait, assez logiquement, la taille moyenne des entreprises actives à fin 2006 n'est plus que de 5.60 personnes occupées, contre 7.44 personnes occupées en moyenne par les entreprises actives à fin 1997.
 - Elles génèrent par ailleurs une valeur ajoutée totale de 7,677 Mia EUR (contre 4,848 Mia EUR en 1997, soit une hausse moins que proportionnelle à la hausse du nombre d'entreprises, de 58.35 %) et engendrent un cash-flow total de 2,657 Mia EUR (contre 1,561 Mia EUR, soit une hausse plus que proportionnelle de 70.21 %).

Bref, des entreprises

- de plus en plus nombreuses (taux de croissance moyen de 5.5 %, ... mais en nette baisse au cours des 3 dernières années),
- dont l'actif total a augmenté plus que proportionnellement au nombre d'entreprises
- dont l'actif incorporel a augmenté lui aussi plus que proportionnellement au cours des 9 dernières années (donc des entreprises de plus en plus immatérielles, basées sur des savoirs et des connaissances importants)
- mais dont l'actif immobilisé (donc l'outil de production) a augmenté moins que

proportionnellement,

- dont les fonds propres ont augmenté plus que proportionnellement,
- et générant de moins en moins d'emplois par entité économique productive !

Ceci reflète bien la part prédominante prise aujourd'hui par les entreprises des secteurs du commerce et des services dans le tissu économique de la Province, au détriment des entreprises industrielles historiquement importantes dans la Province et structurellement consommatrices d'immobilisations corporelles.

Indépendantes aujourd'hui en moyenne à 48.65 % (contre 45.26 % à fin 1997) en termes de financement par fonds propres, elles réduisent leur dépendance à l'égard du financement bancaire, mais sont confrontées à une forte croissance de leurs créances commerciales (5,701 Mia à fin 2006, en croissance de 78.93 % par rapport à 1997). Leur stock représente 2,781 Mia à fin 2006 (en hausse moins que proportionnelle de 44,92 % par rapport à 1997) et leur financement par dettes fournisseurs représente 4,214 Mia EUR (en hausse de 75.30 % par rapport à 1997).

Les entreprises ont donc plus de difficultés que voici 9 ans à se faire payer et cherchent à financer leurs délais de paiement « client » en réduisant leurs stocks au minimum et en remplaçant le financement bancaire par du financement « fournisseur ».

Quant à l'entreprise « type » de la Province (l'entreprise « médiane », celle qui dépasse juste 50 % des autres entreprises), elle présente un actif total de 216 000 EUR (contre 200 000 EUR en 1997), des actifs immobilisés à concurrence de 75 000 EUR (soit 72 000 EUR en 1997), des fonds propres à concurrence de 58 000 EUR (contre 46 000 EUR en 1997, soit une forte hausse de 26 %), des dettes à concurrence de 127 000 EUR (inchangées par rapport à 1997). Elle génère par ailleurs une valeur ajoutée de 55 000 EUR (contre 54 000 EUR en 1997), un cash-flow de 27 000 EUR (contre 25 000 EUR), mais aussi une valeur ajoutée par personne occupée de 47 000 EUR (contre 43 500 EUR en 1997, soit une hausse de productivité par personne occupée de 8 %) ; hormis l'entrepreneur, elle ne génère par ailleurs aucun autre emploi. Bref, l'entreprise-type de la Province est une très petite entreprise, dont la solvabilité s'est considérablement accrue, dont la productivité par personne a significativement augmenté au cours des 9 dernières années mais qui ne génère qu'une valeur ajoutée extrêmement modeste (essentiellement en raison de son ancrage dans les secteurs du service ou du commerce).

Comment se portent nos entreprises ?

Quelle est la situation financière des entreprises de la province de Liège ? Peuvent-elles mobiliser des capitaux importants pour leur développement et pour l'avenir de notre région ?..

C'est ce que G&R a tenté de savoir en demandant aux services universitaires du Prof. Didier Van Caillie de réaliser une analyse basée sur les comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique à l'un ou l'autre moment au cours de la période 1997-2006.

Basée sur le siège social de l'entreprise, cette analyse ne reflète donc pas la situation de l'activité provinciale (certains sièges d'exploitation liégeois ont leur siège social à l'extérieur et inversement). Par contre, sa population correspond assez bien à l'objet de notre étude, puisque l'on peut raisonnablement penser que les entreprises dont le siège social est établi dans notre province détiennent proportionnellement un plus grand pouvoir décisionnel (en matière de développement et d'investissements) que les autres.

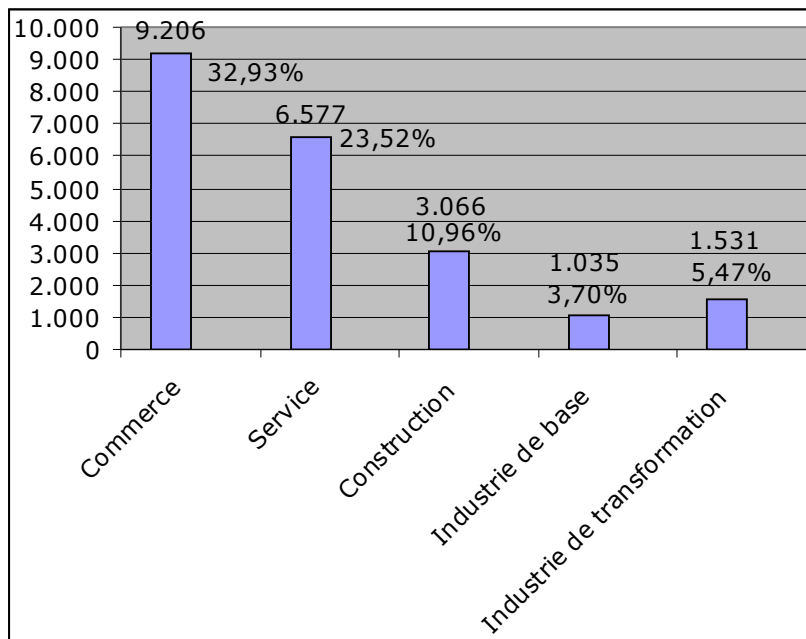
Ce panorama exclut les entreprises dites « publiques pures » telles que le CHU de Liège, le CHR de la Citadelle ou encore l'Université de Liège qui ne déposent pas leurs comptes auprès de la Centrale des Bilans (mais sont cependant plus importantes en termes d'emplois générés et de valeur ajoutée que l'ensemble des entreprises étudiées). On constate par contre que 3 entreprises publiques ayant adopté une forme juridique de droit privé sont parmi les plus gros employeurs de la Province (le TEC Liège-Verviers avec 1.739 emplois temps plein, la Société Wallonne des Eaux avec 1.469 emplois et l'Intercommunale des Personnes Agées de Liège avec 971 emplois).

Premiers enseignement étonnants

4 photos successives du comportement financier des entreprises privées de la Province, réalisées à 3 ans d'intervalle (fin 1997, 2000, 2003 et 2007), témoignent d'une situation

- Le nombre d'entreprises réellement actives¹ s'élève à 11.906 fin 1997, à 14.968 à fin 2000 (hausse de 25.7 % en 3 ans), à 17.962 à fin 2003 (hausse de 20 %) et à 19.927 entreprises à fin 2006 (hausse de 10.9 %). Entre fin 1997 et fin 2006, le nombre d'entreprises actives a donc augmenté de plus de 67 % (un peu moins de 5.5 % de croissance annuelle, mais baisse à 3.5 % au cours des 3 dernières années).
- Fin 2006, sur un total de 19.927 entreprises réellement actives à fin 2006, 127 occupent plus de 100 personnes : les grandes entreprises représentent donc à peine 0.6 % de notre population. Les moyennes entreprises (50 à 100 personnes) sont au nombre de 190 (soit 1 % du tissu provincial), les petites entreprises (de 20 à 50 personnes) sont au nombre de 691 (soit 3.46 %). Nous constatons par ailleurs 1.042 entreprises occupant entre 10 et 20 personnes, 1.638 entreprises occupant entre 5 et 10 personnes et donc 16.238 entreprises occupant moins de 5 personnes (soit 81.5 % des entreprises actives).

¹ Fin 2006, 8.025 entreprises restent enregistrées mais sans aucune activité économique (soit 28.7 % des 27.952 entreprises enregistrées comme actives en Province de Liège à fin 2006, qu'elles aient ou non exercé une activité économique en 2006).



Les principaux secteurs de la population étudiée.

Une situation financière plus saine

Au plan financier, les entreprises actives à fin 2006 détiennent :

- un actif total de 35,998 Mia € contre 20,280 Mia € à fin 1997, soit une hausse de 77,50 % en 9 ans ;
- des fonds propres de 17,513 Mia € contre 9,179 Mia € à fin 97, soit une hausse de 90,79 % en 9 ans ;
- des actifs immobilisés (donc un outil de production) valorisés à 18,190 Mia €, contre 11,440 Mia € à fin 97, soit une hausse de 59 % en 9 ans ;
- des actifs incorporels valorisés à 665 Mio € contre 367 Mio € à fin 97 (hausse de 81,20 % en 9 ans, mais en baisse de plus de 10 % par rapport à fin 2003 !) ;
- un emploi total de 111.807, contre 88.643 emplois temps plein totaux pour les entreprises actives à fin 1997, soit une hausse de 26,13 % seulement en 9 ans (traduisant bien les difficultés de recrutement dont la plupart des entreprises se plaignent aujourd'hui). De ce fait, assez logiquement, la taille moyenne des entreprises actives à fin 2006 n'est plus que de 5,60 personnes occupées, contre 7,44 personnes occupées en moyenne par les entreprises actives à fin 1997.
- Elles génèrent par ailleurs une valeur ajoutée totale de 7,677 Mia EUR (contre 4,848 Mia EUR en 1997, soit une hausse moins que proportionnelle à la hausse du nombre d'entreprises, de 58.35 %) et engendrent un cash-flow total de 2,657 Mia EUR (contre 1,561 Mia EUR, soit une hausse plus que proportionnelle de 70.21 %).

Bref, des entreprises

- de plus en plus nombreuses (taux de croissance moyen de 5.5 %... mais en nette baisse au cours des 3 dernières années),
- dont l'actif total a augmenté plus que proportionnellement au nombre d'entreprises
- dont l'actif incorporel a augmenté lui aussi plus que proportionnellement au cours des 9 dernières années (donc des entreprises de plus en plus immatérielles, basées sur des savoirs et des connaissances importants)
- mais dont l'actif immobilisé (donc l'outil de production) a augmenté moins que

proportionnellement,

- dont les fonds propres ont augmenté plus que proportionnellement,
- et générant de moins en moins d'emplois par entité économique productive !

Ceci reflète bien la part prédominante prise aujourd'hui par les entreprises des secteurs du commerce et des services, au détriment des entreprises industrielles historiquement importantes dans la Province et structurellement consommatrices d'immobilisations corporelles.

Indépendantes aujourd'hui en moyenne à 48.65 % (contre 45.26 % à fin 1997) en termes de financement par fonds propres, elles réduisent leur dépendance à l'égard du financement bancaire, mais sont confrontées à une forte croissance de leurs créances commerciales (5,701 Mia à fin 2006, en croissance de 78,93 % par rapport à 1997). Leur stock représente 2,781 Mia à fin 2006 (en hausse moins que proportionnelle de 44,92 % par rapport à 1997) et leur financement par dettes fournisseurs représente 4,214 Mia EUR (en hausse de 75.30 % par rapport à 1997).

Les entreprises ont donc plus de difficultés à se faire payer et cherchent à financer leurs délais de paiement « clients » en réduisant leurs stocks au minimum et en remplaçant le financement bancaire par du financement « fournisseurs ».

Et la médiane est...

Quant à l'entreprise « type » de la Province (l'entreprise « médiane » : celle qui dépasse juste 50 % des autres entreprises), elle présente un actif total de 216.000 € (contre 200.000 en 97), des actifs immobilisés à concurrence de 75.000 € (soit 72.000 en 97), des fonds propres à concurrence de 58.000 € (contre 46.000 en 97, soit une forte hausse de 26 %), des dettes à concurrence de 127.000 € (inchangées par rapport à 97). Elle génère par ailleurs une valeur ajoutée de 55.000 € (contre 54.000 en 97), un cash-flow de 27.000 € (contre 25.000 en 97), mais aussi une valeur ajoutée par personne occupée de 47.000 € (contre 43.500 en 97, soit une hausse de productivité par personne occupée de 8 %). Hormis l'entrepreneur, elle ne génère par ailleurs aucun autre emploi.

Bref, l'entreprise-type de la Province est une très petite entreprise, dont la solvabilité s'est considérablement accrue, dont la productivité par personne a significativement augmenté au cours des 9 dernières années mais qui ne génère qu'une valeur ajoutée extrêmement modeste (essentiellement en raison de son ancrage dans les secteurs du service ou du commerce).

Le lecteur intéressé trouvera plus d'informations et de chiffres sur notre site internet www.gagner-reussir.be.

Quelle est la situation financière des entreprises de la province de Liège ? Peuvent-elles mobiliser des capitaux importants pour leur développement et pour l'avenir de notre région ?..

C'est ce que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Liège-Verviers a tenté de savoir en demandant aux services universitaires du Prof. Didier Van Caillie de réaliser une analyse basée sur les comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique à l'un ou l'autre moment au cours de la période 1997-2006. Les résultats de ce travail sont présentés dans le dossier d'avril de son magazine « Gagner & Réussir » qui vient d'être adressé à tous les décideurs liégeois, et que nous vous livrons en parallèle.

Basée sur le siège social de l'entreprise, cette analyse ne reflète donc pas la situation de l'activité provinciale (certains sièges d'exploitation liégeois ont leur siège social à l'extérieur et inversement). Par contre, sa population correspond assez bien à l'objet de notre étude, puisque l'on peut raisonnablement penser que les entreprises dont le siège social est établi dans notre province détiennent proportionnellement un plus grand pouvoir décisionnel (en matière de développement et d'investissements) que les autres.

Ce panorama exclut les entreprises dites « publiques pures » telles que le CHU de Liège, le CHR de la Citadelle ou encore l'Université de Liège qui ne déposent pas leurs comptes auprès de la Centrale des Bilans (mais sont cependant plus importantes en termes d'emplois générés et de valeur ajoutée que l'ensemble des entreprises étudiées). On constate par contre que 3 entreprises publiques ayant adopté une forme juridique de droit privé sont parmi les plus gros employeurs de la Province (le TEC Liège-Verviers avec 1.739 emplois temps plein, la Société Wallonne des Eaux avec 1.469 emplois et l'Intercommunale des Personnes Agées de Liège avec 971 emplois).

Premiers enseignements étonnants

4 photos successives du comportement financier des entreprises privées de la Province, réalisées à 3 ans d'intervalle (fin 1997, 2000, 2003 et 2007), témoignent d'une meilleure situation, plus contrastée cependant sur les autres plans :

- Le nombre d'entreprises réellement actives² s'élève à 11.906 fin 1997, à 14.968 à fin 2000 (hausse de 25.7 % en 3 ans), à 17.962 à fin 2003 (hausse de 20 %) et à 19.927 entreprises à fin 2006 (hausse de 10.9 %). Entre fin 1997 et fin 2006, le nombre d'entreprises actives a donc augmenté³ de plus de 67 % (un peu moins de 5.5 % de croissance annuelle, mais baisse à 3.5 % au cours des 3 dernières années).
- Fin 2006, sur un total de 19.927 entreprises réellement actives à fin 2006, 127 occupent plus de 100 personnes : les grandes entreprises représentent donc à peine 0.6 % de notre population. Les moyennes entreprises (50 à 100 personnes) sont au nombre de 190 (soit 1 % du tissu provincial), les petites entreprises (de 20 à 50 personnes) sont au nombre de 691 (soit 3.46 %). Nous constatons par ailleurs 1.042 entreprises occupant entre 10 et 20 personnes, 1.638 entreprises occupant entre 5 et 10 personnes et donc 16.238 entreprises occupant moins de 5 personnes (soit 81.5 % des entreprises actives).

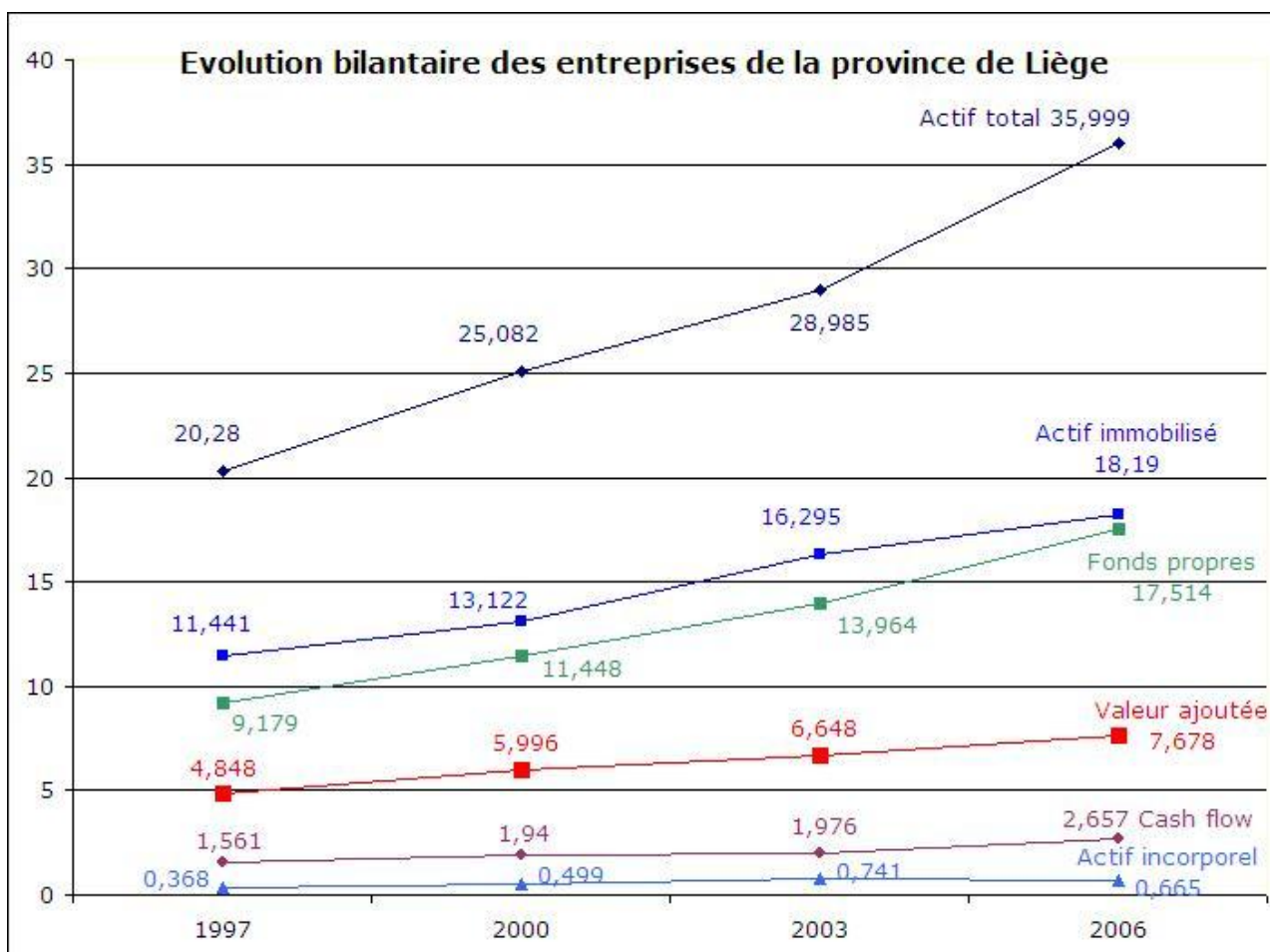
2 Fin 2006, 8.025 entreprises restent enregistrées mais sans aucune activité économique (soit 28.7 % des 27.952 entreprises enregistrées comme actives en Province de Liège à fin 2006, qu'elles aient ou non exercé une activité économique en 2006).

3 Attention qu'une part non négligeable de cette augmentation est sans doute due au changement de statut social d'indépendants qui sont passés en société. Ce changement de statut juridique ne s'est pas accompagné de création d'activité.

Une situation financière plus saine

Au plan financier, les entreprises actives à fin 2006 détiennent :

- un actif total de 35,998 Mia € contre 20,280 Mia € à fin 1997, soit une hausse de 77,50 % en 9 ans ;
- des fonds propres de 17,513 Mia € contre 9,179 Mia € à fin 97, soit une hausse de 90,79 % en 9 ans ;
- des actifs immobilisés (donc un outil de production) valorisés à 18,190 Mia €, contre 11,440 Mia € à fin 97, soit une hausse de 59 % en 9 ans ;
- des actifs incorporels valorisés à 665 Mio € contre 367 Mio € à fin 97 (hausse de 81,20 % en 9 ans, mais en baisse de plus de 10 % par rapport à fin 2003 !) ;
- un emploi total de 111.807, contre 88.643 emplois temps plein totaux pour les entreprises actives à fin 1997, soit une hausse de 26,13 % seulement en 9 ans (traduisant bien les difficultés de recrutement dont la plupart des entreprises se plaignent aujourd'hui). De ce fait, assez logiquement, la taille moyenne des entreprises actives à fin 2006 n'est plus que de 5,60 personnes occupées, contre 7,44 personnes occupées en moyenne par les entreprises actives à fin 1997.
- Elles génèrent par ailleurs une valeur ajoutée totale de 7,677 Mia EUR (contre 4,848 Mia EUR en 1997, soit une hausse moins que proportionnelle à la hausse du nombre d'entreprises, de 58.35 %) et engendrent un cash-flow total de 2,657 Mia EUR (contre 1,561 Mia EUR, soit une hausse plus que proportionnelle de 70.21 %).



Bref, des entreprises :

- de plus en plus nombreuses (taux de croissance moyen de 5.5 %... mais en nette baisse au cours des 3 dernières années),
- dont l'actif total a augmenté plus que proportionnellement au nombre d'entreprises
- dont l'actif incorporel a augmenté lui aussi plus que proportionnellement au cours des 9 dernières années (donc des entreprises de plus en plus immatérielles, basées sur des savoirs et des connaissances importants)
- mais dont l'actif immobilisé (donc l'outil de production) a augmenté moins que proportionnellement,
- dont les fonds propres ont augmenté plus que proportionnellement,
- et générant de moins en moins d'emplois par entité économique productive !

Ceci reflète bien la part prédominante prise aujourd'hui par les entreprises des secteurs du commerce et des services, au détriment des entreprises industrielles historiquement importantes dans la Province et structurellement consommatrices d'immobilisations corporelles.

Indépendantes aujourd'hui en moyenne à 48.65 % (contre 45.26 % à fin 1997) en termes de financement par fonds propres, elles réduisent leur dépendance à l'égard du financement bancaire, mais sont confrontées à une forte croissance de leurs créances commerciales (5,701 Mia à fin 2006, en croissance de 78,93 % par rapport à 1997). Leur stock représente 2,781 Mia à fin 2006 (en hausse moins que proportionnelle de 44,92 % par rapport à 1997) et leur financement par dettes fournisseurs représente 4,214 Mia EUR (en hausse de 75.30 % par rapport à 1997).

Les entreprises ont donc plus de difficultés à se faire payer et cherchent à financer leurs délais de paiement « clients » en réduisant leurs stocks au minimum et en remplaçant le financement bancaire par du financement « fournisseurs ».

Des réactions intéressantes...

La CCI a soumis le résultat de ce travail à une demi-douzaine de personnalités économiques, connaissant bien la province, afin de connaître leurs vision et réactions sur la situation et les perspectives d'avenir de notre région.

Parmi eux, Sophie MANIGART, professeur à la Vlerick Management School (Gand) et titulaire de la chaire Francki à HEC-ULg, souligne que « *les fonds propres augmentent assez bien, ce qui veut dire que les dirigeants retiennent une part du cash-flow généré dans leurs entreprises. J'espère que l'on verra un taux d'investissement plus élevé dans le futur, parce qu'à l'heure actuelle, on peut remarquer que celui-ci reste assez bas. Comme l'époque est favorable, puisque le risque financier est plus faible, il reste à espérer que les entreprises ont investi ou vont investir en 2007 et 2008.* »

Philippe DELAUNOIS, aujourd'hui administrateur indépendant du géant russe de l'acier ERVAZ, rappelle qu'il y a 20 ans, lorsqu'on lui demandait : « *Quand va-t-on sortir de cette bérézina ?* », il répondait : « *Lorsque les travaux de la Place Saint-Lambert seront terminés et que le Standard sera champion ! Et c'est vrai ! Une région qui se porte bien et qui développe un contexte économique florissant possède de grands clubs sportifs et des institutions culturelles de grande renommée. C'est de nouveau le cas à Liège (...), mais on a sous-estimé l'ampleur de la restructuration nécessaire : il faut stimuler le financement de l'activité économique, les exportations et soutenir les spin offs !* »

Philippe SUINEN, Administrateur général de l'AWEx, tient le même discours en invitant nos entreprises « *à voir loin* », tandis que Patrick FERS, Consul de France en poste à Liège depuis 3 ans, rappelle ce que disait Paul Claude dans les années 30 : "***Liège est une ville nécessaire !***" « *Cela signifiait qu'il n'était pas pensable qu'il n'y eût pas de ville à cet endroit.* » La conjugaison des aubaines naturelles faisait déjà dire à cet intellectuel que Liège devait se reposer sur les atouts qui lui étaient offerts par la nature pour croître et se développer. « *Il faut appuyer cette tendance en insistant sur le transport et sur l'écologie, qui est une donnée incontournable de l'économie de demain. Le train, associé au ferroutage, devrait être un moyen de privilégier cette voie tout en rentabilisant la dorsale wallonne et en travaillant avec les grandes villes voisines en synergie et non en concurrence.* »

Le lecteur intéressé trouvera plus d'informations sur le site internet du magazine de la CCI : www.gagner-reussir.be.

Informations et renseignements :

Prof Didier van CAILLIE – HEC-ULg – Tél : 0496-66.42.65 - D.VanCaillie@ulg.ac.be
Pierre NEURAY – CCI Liège-Verviers – Tél : 0495-54.84.31 – pn@ccilv.be

Reproduction libre
Liège, le 17 avril 2008
